

ÉTUDE / ACTION SUR LE RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX ET RESTES DE CHANTIERS SUR LE NORD DES HAUTES-ALPES

Partie III : Étude du modèle économique

Avec le soutien de

Juillet 2020



Étude action réalisée par l'Association Environnement et Solidarité -
Ressourcerie la Miraille
53 avenue du Général de Gaulle 05100 Briançon



Environnement
& Solidarité

Introduction	3
Analyse du contexte dans le cadre d'un développement au sein de l'association Environnement & Solidarité	3
La structure juridique	3
L'Atelier Chantier d'Insertion	4
L'Entreprise d'Insertion	6
La Société Coopérative d'Intérêt Collectif	6
Les Ressources Humaines	7
Un support d'insertion adapté	7
Les métiers identifiés	7
Le nombre de postes nécessaires à l'activité et l'encadrement requis	10
Les moyens matériels	11
Les charges de fonctionnement liées au projet	11
Les Investissements nécessaires au projet	11
Les Ressources à explorer	13
Les aides de l'État	13
Les aides des collectivités	13
La vente de matériaux	13
Les prestations à développer	14
Les adhésions	15
La filière REP du BTP	15
Autres	15
Budget prévisionnel de fonctionnement	16
Les obligations liées à la mise en place d'une plate-forme de vente	17
Etablissement Recevant du Public	17
Installation Classée pour la Protection de l'Environnement	17
Autorisation de transports des déchets	18
Evaluation des risques professionnels	18
Glossaire des sigles	19
Remerciements	20

Introduction

Analyse du contexte dans le cadre d'un développement au sein de l'association Environnement & Solidarité

L'association Environnement & Solidarité a pour objet, depuis sa création en 1993, d'oeuvrer sur le territoire du Pays Grand Briançonnais à l'émergence, l'expérimentation et la mise en oeuvre de projets répondant aux besoins de développement durable non comblés par les domaines marchand ou public.

Elle a ainsi créé dès l'origine son premier Atelier Chantier d'Insertion pour expérimenter et documenter, en convention avec la Direccte, la création de métiers liés à l'environnement et sa valorisation. Elle a ensuite porté la création de la première Ressourcerie sur le nord du Département, en 2012, après 2 ans d'études préalables et de mise en réseau de partenaires.

La problématique des déchets du bâtiment est clairement identifiée par nos partenaires institutionnels - Communautés de Communes, Smitomga, PETR, Département et Région dans leur compétence d'organisation territoriale de prévention et de gestion des déchets et les schémas afférents, Ademe.

Depuis 2012, nous avons nous-mêmes été concrètement confrontés, dans le cadre du fort développement de la Ressourcerie la Miraille, à des flux de restes de chantier ou de matériaux issus de rénovation apportés par des auto-entrepreneurs. Nous avons souvent dû renoncer à accepter ces dons, faute d'organisation de stockage, de transport ou de vente pour les valoriser.

Enfin, comme développé ci-après, nous sommes toujours en recherche d'amélioration de notre structure comme passerelle vers l'emploi, et le monde du bâtiment est un des domaines "en tension" vers lequel nos salariés polyvalents peuvent se tourner dans la mise en oeuvre de leur projet d'insertion.

C'est ce contexte de concordance des intérêts : institutions, territoire, insertion, que l'étude de la structuration d'une filière et l'expérimentation d'une plateforme de réemploi prend tout son sens.

La structure juridique

Les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) permettent aux personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles, de bénéficier d'un contrat de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elles mettent en oeuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.

On regroupe sous le terme de SIAE:

- les entreprises d'Insertion (EI)
- les associations intermédiaires (AI)
- les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- les ateliers et chantiers d'insertion (ACI)

Les SIAE peuvent mutualiser certains moyens sous forme de groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Les deux types de SIAE envisageables pour la gestion de la plateforme de réemploi des matériaux sont l'ACI et l'EI.

L'Atelier Chantier d'Insertion

Les ACI ont pour mission d'assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. La définition légale des personnes embauchées en ACI est identique à celles des autres structures d'insertion par l'activité économique : « personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ». Cependant, de fait, les ACI embauchent plutôt des personnes en début de parcours souvent très éloignées de l'emploi. A ce titre, ils organisent le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable.

Notre structure est Atelier Chantier d'Insertion (ACI) et dispose d'un agrément pour 24,76 ETP.

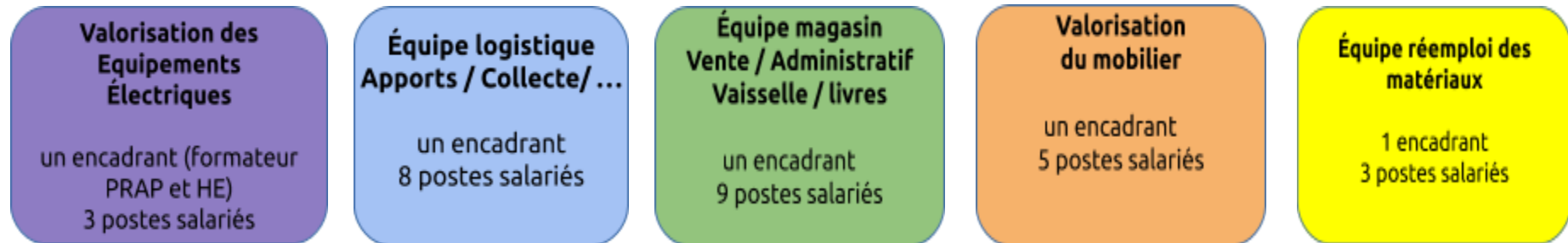
En sein de l'association Environnement & Solidarité, les salariés ont un contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) de 28h par semaine. La durée du contrat est de 6 mois (renouvelable en fonction de l'avancement du projet individuel dans la limite de 24 mois). Les minimums légaux sont respectivement de 24h par semaine et 4 mois pour le contrat initial.

Durant tout la durée du contrat (parcours d'insertion), un accompagnement est mis en œuvre pour identifier et lever les freins à l'emploi. En ce sens, un suivi global est proposé en collaboration avec les partenaires du territoire ; l'objectif est de permettre à chaque salarié de trouver des solutions adaptées à ses problématiques et de le rendre disponible à une projection professionnelle. Aussi, des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) sont proposées et fortement conseillées aux salariés afin de confronter leur projet professionnel à la réalité de terrain. La rencontre avec les professionnels est toujours riche et permet de clarifier la suite des démarches à instaurer pour la concrétisation d'un projet professionnel et plus largement d'un projet de vie.

La Ressourcerie est organisée à ce jour de la façon suivante :

Chaque encadrant technique est responsable d'une partie de l'activité (un secteur) et supervise un certains nombre de salariés. Au sein de chaque secteur il existe plusieurs postes de travail. Par exemple dans le secteur des apports/collecte il y a la réception des dons, la mise en œuvre de la traçabilité, le tri des objets, le nettoyage des objets, la mise en rayon, la collecte au domicile (...). L'absence d'un ou plusieurs salariés ne doit pas mettre en difficultés le fonctionnement quotidien de la structure.

Une accompagnatrice socio-professionnelle intervient régulièrement et/ou à la demande auprès du salarié polyvalent pour le guider dans l'élaboration de son projet et dans la levée des freins à sa mise en oeuvre (résolution de problématiques personnelles telles que l'endettement, la garde d'enfants, la santé, la mobilité, ...).



Pour la phase d'expérimentation, l'Atelier Chantier d'Insertion sera le modèle utilisé et l'organisation qui sera proposée est la création d'un nouveau secteur de la Ressourcerie chargé de gérer :

- les demandes et les collectes de matériaux,
- la valorisation, le tri, le conditionnement,
- la mise en rayon, la vente
- la dépose sélective sur chantier

Cette activité sera encadrée par un encadrant technique pédagogique et social dédié à cette activité, sous la supervision de la coordinatrice de la Ressourcerie et responsable de ce projet de développement.

L'aide au poste d'insertion versée par l'Etat aux structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) comprend un montant socle et un montant modulé. En 2020, le montant socle est fixé à 20 441 € par ETP effectivement réalisé dont 1 034 euros au titre des missions d'accompagnement socioprofessionnel et d'encadrement technique. Le montant de la part modulée peut varier de 0 % à 10 % du soutien versé pour l'année en fonction de l'atteinte des objectifs fixés (profil des publics accueillis, qualité des sorties dans l'emploi, formations et PMSMP réalisés, taux d'encadrement). Dans le cadre d'un ACI, l'activité n'est pas considérée comme appartenant au secteur marchand et l'autofinancement ne doit pas, sauf dérogation ponctuelle, dépasser 30% du budget. Ainsi, si le développement devenait conséquent, un passage en EI devrait être envisagé pour cette activité.

L'Entreprise d'Insertion

L'entreprise d'insertion par l'activité économique peut être portée par des formes juridiques, allant de l'association à l'entreprise classique, en passant par la coopérative. Elle permet comme l'ACI aux personnes éloignées de l'emploi d'intégrer le monde professionnel tout en bénéficiant d'un accompagnement personnel. Elle se démarque donc des autres entreprises du secteur marchand par son projet social.

Dans le cadre d'une EI, l'autofinancement ne doit pas dépasser 70% du budget et les aides au poste d'insertion par l'État sont moindres : pour 2020, le montant socle est fixé à 10 646 € par ETP réalisé, auquel s'ajoute une modulation similaire à celle des ACI.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif

La SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, est une entreprise coopérative créée sous la forme d'une SARL ou d'une SA et qui a pour objet la production ou la fourniture de biens ou de services d'intérêt collectif qui présentent un caractère d'utilité sociale.

Nous aurions souhaité pouvoir étudier ce modèle et voir s'il pouvait s'envisager dans le cadre de ce projet. En effet, la SCIC est une forme juridique intéressante dans le sens où elle permet d'associer toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public autour du projet commun.

Pour se constituer une Scic doit obligatoirement associer

- * des salariés (ou en leur absence des producteurs agriculteurs, artisans...),
- * des bénéficiaires (clients, fournisseurs, bénévoles, collectifs de toute nature, ...),
- * un troisième type d'associé selon les ambitions du projet (entreprise privée, financeurs, association, ...).

Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent devenir associés et détenir jusqu'à 50 % du capital.

Sous les conseils de la Direccte, nous avons contacté ADELHA (Ligue de l'enseignement des Hautes-Alpes) pour bénéficier d'un DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) afin de bénéficier d'une analyse comparative des différentes possibilités de structuration juridique

Exemple de SCIC

La SCIC Eco-Pertica est un centre de sensibilisation et de formation à l'éco-construction et plus généralement à l'éco-vivre (habitat, déplacements, loisirs, alimentation...) dans le Perche. Elle est reconnue Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) pour le « développement de l'éco-construction en filière locale » en Normandie depuis 2015. Créé en 2010, suite à la fusion des associations Eco-vivre et Chaux, Chanvre et Compagnie, Eco-Pertica a permis de structurer la filière de l'éco-construction dans le Perche. Elle fédère l'ensemble des compétences et des acteurs de l'éco-habitat et plus largement de l'éco-vivre à l'échelle locale pour mutualiser les savoirs et connaissances de chacun.

appliquée au présent projet. De premiers échanges ont eu lieu à l'automne 2019 ainsi qu'en février 2020 mais nous regrettons qu'aucune suite n'ait été donnée quant à cet accompagnement.

Les Ressources Humaines

Un support d'insertion adapté

Pour une grande majorité des postes de travail créés, ils sont identiques à ceux existants à la Ressourcerie la Miraille actuellement :

- Chauffeur / livreur (chargement, collecte, livraison, ...)
- Vendeur (conseil clientèle, caisse, publication sur site internet, gestion des annonces, ...)
- Agent d'accueil (réception téléphonique, conseil clientèle, présentation du projet, ...)
- Magasinier (réception des dons, enregistrement des données, mise en rayon, stockage, gestion du stock,...)
- Valoriste 1 (dépose de matériaux , ...)
- Valoriste 2 (tri, nettoyage, conditionnement, mise en rayon, recherche de prix, ...)

Pour l'ensemble de ces postes de travail, ils sont des supports d'insertion pertinents au regard des compétences professionnelles et des compétences clés et savoir de bases.

Les métiers identifiés

Le territoire du Pays du Grand Briançonnais s'étend sur 38 communes. Sa population compte 35 270 habitants au 1er janvier 2016 (Bassin le moins peuplé de la région Sud -16 habitants au km2).

Le marché du travail de la zone d'emploi de Briançon varie peu depuis juin 2009, son taux de chômage a tout de même augmenté de +1.1 pt en 10 ans pour s'établir à 8.4%, un taux toujours nettement inférieur à celui de la région (9.8%).

Selon un document fourni par Pôle Emploi, les secteurs qui recherchent le plus de candidats sont :

- 1° l'hôtellerie restauration (46%)
- 2° le commerce-grande distribution (14%)
- 3° les services à la personne (11%)
- 4° la construction, le bâtiment et travaux publics (6%)

Parmi les postes de travail identifiés au sein de la plate-forme de réemploi des matériaux, certains sont transversaux à plusieurs secteurs d'activités. Ci-dessous les postes identifiés, le code ROME correspondant ainsi que les secteurs d'activités concernés.

Tableau 1 : Récapitulatif des métiers identifiés et leur correspondance sur le marché de l'emploi

Poste de travail	Code Rome et Fiche métier	Environnement de travail (Structures et/ou Secteurs d'activités)
MAGASINIER	N1103 - Magasinage et préparation de commandes	<input type="checkbox"/> Administration / Services de l'État <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Aquaculture <input type="checkbox"/> Armée <input type="checkbox"/> Bâtiment et Travaux Publics -BTP- <input type="checkbox"/> Commerce/grande distribution <input type="checkbox"/> Finance <input type="checkbox"/> Immobilier <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Santé et action sociale <input type="checkbox"/> Transport logistique <input type="checkbox"/> Vente par correspondance
CAISSIER	D1505 - Personnel de caisse	<input type="checkbox"/> Commerce de gros <input type="checkbox"/> Commerce/grande distribution <input type="checkbox"/> Loisirs <input type="checkbox"/> Spectacle <input type="checkbox"/> Transport/logistique
VENDEUR	D1212 - Vente en décoration et équipement du foyer D1213 - Vente en gros de matériel et équipement	<input type="checkbox"/> Boutique, commerce de détail <input type="checkbox"/> Grand magasin <input type="checkbox"/> Grande Surface Spécialisée -GSS- <input type="checkbox"/> Grande Surface de Bricolage -GSB- <input type="checkbox"/> Grande et Moyenne Surface -GMS- <input type="checkbox"/> Jardinerie <input type="checkbox"/> Marché, foire exposition
CHAUFFEUR LIVREUR	N4105 - Conduite et livraison par tournées sur courte distance	<input type="checkbox"/> Administration / Services de l'État <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Aquaculture <input type="checkbox"/> Armée <input type="checkbox"/> Bâtiment et Travaux Publics -BTP- <input type="checkbox"/> Commerce de gros <input type="checkbox"/> Commerce/grande distribution <input type="checkbox"/> Finance <input type="checkbox"/> Hôtellerie <input type="checkbox"/> Immobilier <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Restauration <input type="checkbox"/> Santé et action sociale <input type="checkbox"/> Transport/logistique
AGENT DE TRI ; VALORISATION DES MATÉRIAUX	K2304 - Revalorisation de produits industriels	<input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> Centre Véhicules hors d'usage - VHU <input type="checkbox"/> Collectivité territoriale <input type="checkbox"/> Déchetterie <input type="checkbox"/> Entreprise industrielle <input type="checkbox"/> Ressourcerie <input type="checkbox"/> Société de collecte et de traitement des déchets <input type="checkbox"/> Société de services
AGENT EN DÉCONSTRUCTION	F1704 - Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	<input type="checkbox"/> Bâtiment et Travaux Publics -BTP-

Dans chaque Fiche Métier identifiée sont répertoriées les compétences de bases ainsi que les compétences spécifiques qui peuvent être nécessaires au poste. La Ressourcerie la Miraille s'appuiera sur ces documents pour élaborer les "livrets de suivi"¹, indispensables pour le repérage, l'évaluation et l'attestation des acquis ainsi que des « d'attestation de compétences professionnelles », signés par les employeurs, pour faciliter la synthèse et la formalisation des compétences acquises en situation de travail.

Ci dessous un extrait de la Fiche Métier "Agent de tri des matériaux"

❖ Compétences de base		
Savoir-faire		Savoirs
<input type="checkbox"/> Récupérer des équipements ou produits en fin de vie <input type="checkbox"/> Trier les produits, pièces, matériaux et les orienter vers les filières de valorisation ou d'élimination <input type="checkbox"/> Stocker un produit <input type="checkbox"/> Conditionner un produit <input type="checkbox"/> Entretenir des locaux <input type="checkbox"/> Entretenir un poste de travail	R R R R R R	<input type="checkbox"/> Utilisation d'outillages manuels <input type="checkbox"/> Lecture de fiche technique <input type="checkbox"/> Règles d'hygiène et de propreté <input type="checkbox"/> Règles de sécurité <input type="checkbox"/> Critères de tri sélectif <input type="checkbox"/> Modalités de stockage des déchets
❖ Compétences spécifiques		
Savoir-faire		Savoirs
<input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux en bois, palettes <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux électroménagers <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux en métaux <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux en papier, carton, plastique, caoutchouc, verre, ... <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux textiles <input type="checkbox"/> Recycler des cartouches d'encre <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux hospitaliers <input type="checkbox"/> Recycler des produits et matériaux informatiques <input type="checkbox"/> Intervenir sur des véhicules à recycler	R R R R R R R R R	<input type="checkbox"/> Spécificités des solvants, diluants <input type="checkbox"/> Caractéristiques des composants électroniques <input type="checkbox"/> Utilisation d'un compacteur de déchets <input type="checkbox"/> Caractéristiques des métaux non ferreux <input type="checkbox"/> Caractéristiques des métaux ferreux
<input type="checkbox"/> Remettre en état des produits par des opérations de nettoyage <input type="checkbox"/> Remettre en état des produits par des opérations de régénération <input type="checkbox"/> Remettre en état des produits par des opérations de réparation <input type="checkbox"/> Remettre en état des produits par des opérations de reconditionnement	R R R R	<input type="checkbox"/> Utilisation de machines à bois <input type="checkbox"/> Menuiserie bois de placage <input type="checkbox"/> Menuiserie bois massif <input type="checkbox"/> Menuiserie PVC <input type="checkbox"/> Menuiserie dérivés du bois <input type="checkbox"/> Menuiserie aluminium <input type="checkbox"/> Menuiserie bois <input type="checkbox"/> Mécanique <input type="checkbox"/> Electricité
<input type="checkbox"/> Utiliser un engin nécessitant une habilitation	R	<input type="checkbox"/> Transpalettes et prépareurs sans élévation du poste de conduite (h < ou = à 1,20 m) (CACES R 489-1A) - A partir du 01/01/2020 <input type="checkbox"/> Gerbeurs à conducteur porté (hauteur de levée > 1,20 m) (CACES R 489-1B - A

¹ Les livrets de suivi sont des outils pédagogiques qui permettent de répondre aux exigences de la formation et de l'évaluation des salariés en insertion.
 Étude/action sur le réemploi des matériaux sur le Nord des Hautes-Alpes - Étude du modèle socio-économique

Le nombre de postes nécessaires à l'activité et l'encadrement requis

Au titre de l'expérimentation du projet, l'association a demandé 2,5 ETP supplémentaires (correspondant à 3 postes salariés en insertion à 28h par semaine) sur le chantier de la Ressourcerie la Miraille spécifiquement dédiés à ce projet. Cette demande supplémentaire doit être validée par la Direccte qui à ce jour n'a pas statué sur l'attribution des ETP par structure, au vu de la "sous-consommation" liée à l'arrêt des activités durant le confinement.

Les embauches auraient dû avoir lieu au printemps 2020 mais au vu de la situation sanitaire traversée, elles ont été reportées au mois d'août 2020.

Après cinq mois d'expérimentation du projet (août à décembre 2020) nous ajusterons en 2021 notre estimatif de départ d'un besoin annuel à 4 ou 5 ETP sur ce projet pour réaliser l'ensemble des activités (collecte, tri, vente, dépose, ...). Nous ferons donc à l'automne une nouvelle demande d'augmentation de notre nombre d'ETP conventionnés pour 2021, mais il faut bien être conscients que la décision revient à la Direccte PACA et à son Unité Territoriale de Gap dans le cadre du CDIAE en début d'année.

Il sera possible de bénéficier d'un renfort ponctuel de l'équipe actuelle de la Ressourcerie pour compléter les besoins sur le démarrage du projet (travaux d'aménagement, collecte de gros volume, ...).

Le fonctionnement en ACI nécessite des temps de formation des salariés en CCDI au démarrage de leur contrat et tout au long de leur parcours. Les salariés embauchés dans le cadre du chantier n'ont pas de compétences spécifiques au départ. Un encadrant est donc nécessaire pour réaliser ces temps de formation et organiser les temps de travail et la gestion de la production. L'encadrant réalise aussi les entretiens de suivi et les bilans avec l'ASP ainsi que les évaluations du salarié qui permettent de délivrer des attestations de compétences.

À ce jour, 4 encadrants techniques sont en poste à la Ressourcerie la Miraille et certaines activités spécifiques pourraient leur être confiées :

- Formation HE, Formation PRAP
- Encadrement sur le démantèlement du mobilier, de la quincaillerie et des appareils électriques en vue du réemploi sur la plate-forme.
- Mise en route de l'organisation des collectes, du stockage
- Formation à la gestion de la caisse,
- ...

Leurs charges de travail étant bien pleines, il est indispensable d'embaucher un encadrant technique supplémentaire, d'autant plus que l'activité de dépose / déconstruction est une nouvelle prestation à construire et demande des compétences techniques spécifiques aux métiers du bâtiment.

Au regard du benchmark² effectué, le profil identifié pour un nouvel encadrant serait d'une part des compétences techniques dans le domaine du bâtiment (connaissances de l'environnement des chantiers, des interventions en sécurité, des documents administratifs,

² OCEAN, REAVIE, ECOMAT 38

connaissances techniques des matériaux, de leur mise en œuvre et de leur démontabilité, et des performances résiduelles) et d'autre part une connaissance de la pédagogie et de l'apprentissage en situation de travail.

La coordinatrice actuelle de la Ressourcerie la Miraille serait en partie détachée sur ce projet (environ ¼ ETP) pour mettre en œuvre cette nouvelle activité support d'insertion, la gestion et la coordination du chantier, le développement de partenariats, etc...

Les moyens matériels

Nous avons répertorié ci-dessous l'ensemble des postes de dépenses en fonctionnement identifiés dans le cadre de la création d'une structure de réemploi des matériaux du bâtiment ainsi que les investissements nécessaires au fonctionnement de celle-ci.

Les charges de fonctionnement liées au projet

- ☐ Personnel (permanent et en cddi)
- ☐ Location lieu d'expérimentation
- ☐ Charges liées : électricité, internet, eau, chauffage, ...
- ☐ Assurances (local, véhicule, matériels, stocks, ...)
- ☐ Déplacements (collecte, livraison, rencontre des partenaires, ...) et entretien des véhicules
- ☐ Communication (flyers, site internet, organisation d'événements, ...)
- ☐ Formations (Caces, Prap, SST, HE, ...)
- ☐ Fournitures et petits matériels (étiqueteuse, scotch, EPI, fournitures administratives, fournitures d'entretien, luminaires, ...)
- ☐ Prestations de service : contrôles techniques obligatoires ou lié au statut d'ERP, entretien des locaux, des extincteurs, ...

A ces charges de fonctionnement s'ajoutent une participation aux frais de structure engagés par l'association (comptabilité, administration, direction, ASP, ...)

Les Investissements nécessaires au projet

- ☐ Rayonnages (rayonnage charges mi-lourdes, rayonnage à palette, cantilever).

Pour équiper la surface de vente de la plate-forme (environ 300 m²), nous avons estimé nos besoins à : 70 mètres linéaires de rayonnage pour des charges mi-lourdes, 10 mètres linéaires de rayonnage à palette, 10 mètres linéaires de cantilever).

- ☐ Balance adaptée au gros volume et pouvant supporter du poids pour effectuer la traçabilité des matériaux réceptionnés et collectés.

❑ **Postes informatiques** pour réaliser la saisie des données (traçabilité des matériaux, gestion des stock, ...) pour la vente (édition de document, publication d'annonces,...) et pour la gestion des collectes (gestion des demandes de collectes, mis à jour du planning, ...).

❑ **Véhicule**

Dans le cadre du chantier de la Ressourcerie la Miraille, nous possédons un Sprinter de 9m3 et d'un boxer plateau à ridelles. Nous avons opté pour l'achat d'un véhicule à hayon pour compléter nos besoins en fonction des charges transportées.

❑ **Matériel de manutention**

Pour les charges lourdes : Transpalette, Gerbeur électrique

Pour des charges mi-lourdes : Chariot de manutention, chariot à ridelles latérales, chariot roll conteneur, chariot porte plaque, ...

❑ **Équipement des espaces de travail**

Les équipements nécessaires à l'aménagement des postes de travail sont assez conséquents : bureaux, chaises, comptoir de caisse et d'accueil, vestiaires, équipements pour le lieu de pause (vaisselle, cafetière, micro-ondes, frigo, rangement...)

À ce jour tous ces équipements proviennent du stock de la Ressourcerie la Miraille et le comptoir de caisse a été fabriqué à l'atelier bois entièrement avec des matériaux de récupération.

❑ **Outillage manuels et électroportatifs**

Outillages nécessaires au tri, à la valorisation et au conditionnement des matériaux. La Ressourcerie dispose déjà d'outils manuels et d'outillage électroportatifs. Un premier inventaire sera réalisé en décembre 2020 pour identifier les besoins et les usages (exemple : cerceuse manuelle pour le conditionnement ?).

Outillages nécessaires à la dépose des matériaux : outillage à acquérir au fur et à mesure en fonction des chantiers.

❑ **Communication** (conception, réalisation et pose d'enseignes)

❑ **Divers**

Caisse enregistreuse, installation d'un réseau informatique, modification des éclairages de l'espace de vente, aménagement de la signalétique du local adapté à des personnes à mobilité réduite, ...

Dans notre budget le total des investissements pour le démarrage s'élève à environ 40 000 €. A noter que certains investissements sont achetés d'occasion, sont issus de dons ou fabriqué en matériaux de récupération en interne (éclairage, poste informatique, comptoir d'accueil ...)

Les Ressources à explorer

Les aides de l'État

Le ministère du travail a adopté un arrêté le 7 février 2020 (paru le 12 février au journal officiel) pour fixer l'aide au poste à compter du 1er janvier 2020. Ce montant s'élève, pour les Ateliers et Chantiers d'Insertion à : 20 441 € pour les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), dont 1 034 € au titre des missions d'accompagnement socioprofessionnel et d'encadrement technique pour le montant socle. Le montant de la part modulée peut varier de 0 % à 10 % du montant socle en fonction des résultats atteints.

Les aides des collectivités

Les collectivités territoriales n'ont certes pas compétence à gérer les déchets professionnels. Cependant, ils reçoivent aujourd'hui les artisans et auto-entrepreneurs dans les déchèteries. L'activité de la plateforme de réemploi va donc à terme détourner des tonnages de déchets et donc éviter des coûts aux communautés de communes ou leur groupement. A ce titre nous solliciterons une aide au démarrage jusqu'à obtention d'un équilibre financier.

La vente de matériaux

La Ressourcerie la Miraille a vendu pour 7 800 € d'articles de bricolage durant l'année 2018 et 20 000 € durant l'année 2019. L'année 2020 n'est pas significative puisque l'activité s'est arrêtée du 16 mars au 17 mai et que l'ensemble des articles proposés à la vente sont depuis le mois de Mai stockés sur la plate-forme de l'Argentières-la-bessée.

Nous avons estimé le potentiel de vente sur une année à environ 24 000 € (2 000€ par mois)

Il faudrait arriver à un Chiffre d'Affaire (vente + prestations) annuel de 100 000€ environ pour équilibrer le budget

Plusieurs pistes de développement des ventes sont à explorer durant la phase expérimentale

- ☐ La récupération et la vente d'inventaires et de restes de stock auprès des distributeurs matériaux
- ☐ La mise en place d'un catalogue en ligne pour gagner en visibilité et gagner en espace de stockage (exemple : possibilité de vendre des matériaux stockés sur chantiers, ...).
- ☐ Développer la recherche de matériaux pour les utilisateurs de la plate-forme (voire la mise en relation directe donneur / utilisateur)
- ☐ Faciliter le paiement via la carte bancaire et le paiement en compte

- ❑ Réaliser des vide-matériaux annuels (deux fois par an par exemple) pour les artisans pour qu'ils revendent leurs restes de chantiers, stocks (...). La Ressourcerie pourrait se financer par une commission sur le montant de leur vente ou la place attribuée (comme les vides greniers).
- ❑ ...

Les prestations à développer

Dans une étude³ portée par la CRESS Bretagne, les structures interrogées (24 structures) orientent majoritairement leur activité de réemploi des matériaux vers la récupération, la transformation, le réemploi, la revente. Certaines envisagent de développer l'activité de déconstruction sélective. Peu d'autres débouchés sont envisagés.

La Ressourcerie la Miraille proposera **la collecte sélective** sur chantiers des matériaux. La collecte sera un service gratuit auprès des particuliers et des professionnels du territoire. Certaines structures font payer la collecte (Station-Service) mais afin de ne pas créer de confusion entre l'activité de réemploi des matériaux et la Ressourcerie la Miraille, nous avons fait le choix de garder le même modèle de service au démarrage de l'expérimentation.

La Ressourcerie va proposer une prestation de **dépose sélective** sur chantiers⁴. Cette activité peut prendre du temps à se structurer et s'organiser. Elle peut être couplée avec des **prestations de curages** (dépose et évacuation de tous les matériaux et déchets du chantier). Cela nécessite de construire une tarification adaptée à la prestation, d'estimer les coûts liés (évacuation en déchetterie, temps passé, ...).

Afin que le projet soit pensé en terme de structuration d'une filière, il serait pertinent de réfléchir à créer **un service de conseil expertise** sur le domaine du réemploi (en terme de déconstruction, de rénovation et de construction). Ce service pourrait être proposé en partenariat avec des professionnels du bâtiment, des architectes sensibilisés au réemploi, etc ...

Lors de la première phase de l'étude⁵, les personnes ayant répondu au questionnaire d'enquête avait cité plusieurs offres de services que la plate-forme pourrait proposer :

- ❑ Des **ateliers de savoirs** animés par des bénévoles, experts dans un domaine
- ❑ Le **stockage et la mutualisation** de matériaux
- ❑ La **location d'outillage** électroportatif

³ https://www.cncres.fr/media/client/gridfichier/page5/transitionecologique/travauxdescress/bretagne/phenix_cresslivrableetudedereemploiateriaux.pdf

⁴ Voir partie 2 de l'étude : Analyse de la dépose; déconstruction des matériaux

⁵ Voir partie 1 de l'étude : Identification des acteurs et du potentiel de gisement

Les adhésions

L'association Environnement et Solidarité qui porte l'ACI la Ressourcerie la Miraille ne permet pas à des entreprises, artisans de pouvoir adhérer. Actuellement seuls les particuliers (5€), collectivités et fondations (50€) peuvent adhérer à l'association. De ce fait, il n'est pas possible de demander à tous les utilisateurs de la plate-forme d'adhérer au projet. L'adhésion des particuliers et collectivités au projet sera laissée au libre choix de chacun.

La filière REP du BTP

La loi économie circulaire prévoit la création d'une Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les déchets du bâtiment; celle-ci entrera en vigueur à partir du 1er janvier 2022.

Il s'agira d'un éco-organisme agréé par l'État et qui récoltera une éco-contribution auprès des fabricants de matériaux, ajoutée en sus du prix de vente originel, de manière à financer et organiser la collecte et le traitement des déchets produits par le secteur. Les trois postes de dépenses qui seront financés par l'argent récolté via les éco-contributions seront :

- le ramassage et le nettoyage des dépôts sauvages des déchets du BTP
- la mise en place de points de reprise gratuite des déchets issus des produits ou matériaux de construction, sous réserve qu'ils soient correctement triés selon les 6 flux identifiés (Bois, fractions minérales, métal, verre, plastique et plâtre)
- la création d'un Fonds de Réemploi Solidaire (FRS)

Pour ce qui est de la filière bâtiment, la loi ne prévoit pas un minimum de 5% versés à ce fond, comme c'est pourtant le cas au sein d'autres REP. Néanmoins, il faudra attendre 2021 avant de savoir comment sera formalisé ce fonds et comment nous pourrions en bénéficier.

Autres

Dans le cadre du fonctionnement de l'activité, nous avons évalué des besoins en formation de nos salariés en CACES R 389. Ces formations pourraient être dispensées sur notre site (nous disposons des moyens requis sur notre site et d'un plan de prévention adapté). Une première rencontre avec un organisme de formation laisse à penser que notre site ainsi que nos engins pourraient être mis à disposition de cet organisme pour dispenser ce même CACES à un autre public. Le partenariat n'a pas pu aboutir pour cette année (faute de demande) mais pourrait se concrétiser ces prochaines années.

Budget prévisionnel de fonctionnement

Dépenses				Recettes			
	Mai 2020- déc 2021	2022	2023		Mai 2020- déc 2021	2022	2023
60- Achats	6 580 €	6 080 €	6 080 €				
EDF		2 080 €	2 580 €	Aides publiques	141 285 €	138 909 €	123 909 €
Carburant		1 500 €	2 000 €	Ademe	35 501 €		
Petits matériels		2 500 €	1 000 €	Région Sud	20 720 €		
Combustibles granulés		500 €	500 €	Collectivités locales		30 000 €	15 000 €
61 - Services extérieurs	38 616 €	39 416 €	40 216 €				
Location hangar		30 500 €	30 500 €	Autres : Aides aux postes (directe)	78 360 €	102 205 €	102 205 €
Charges locatives		4 300 €	4 500 €	Autres : Aide poste d'encadrement (IAE)	6 704 €	6 704 €	6 704 €
Assurance local		1 200 €	1 300 €	Autres financements	64 399 €	89 435 €	104 735 €
Vérif annuelle (élec, extincteurs)		600 €	600 €	Recettes d'exploitation attendues	30 000 €	60 000 €	85 235 €
Assurance véhicule		1 200 €	1 200 €	Fondation	30 000 €	20 000 €	5 000 €
Vérif chariot et hayon		316 €	316 €	Prestations de services	4 399 €	9 435 €	14 500 €
Entretien véhicule		500 €	1 500 €	Cotisations	50 €	150 €	500 €
62 - Autres services extérieurs	10 228 €	6 426 €	5 926 €				
Communication		4 500 €	1 000 €				
Comptabilité		1 500 €	1 500 €				
Prestations de services		2 000 €	2 000 €				
Frais de missions, réception		500 €	500 €				
Tel		346 €	346 €				
Internet		1 382 €	1 080 €				
64 - Charges de personnel	142 260 €	168 422 €	168 422 €				
Personnel permanent		61 730 €	65 394 €				
Personnel polyvalent		73 922 €	96 420 €				
Carte BTP		108 €	108 €				
Frais de formation		6 500 €	6 500 €				
68- Dotation	8 000 €	8 000 €	8 000 €				
Dotation aux amortissements		8 000 €	8 000 €				
TOTAL Charges de Fonctionnement	205 684 €	228 344 €	228 644 €	TOTAL Recettes de Fonctionnement	205 684 €	228 344 €	228 644 €

Les obligations liées à la mise en place d'une plate-forme de vente

Etablissement Recevant du Public

Les établissements recevant du public (ERP) sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises. Peu importe que l'accès soit payant ou gratuit, libre, restreint ou sur invitation. Une entreprise non ouverte au public, mais seulement au personnel, n'est pas un ERP. Les ERP sont classés en catégories qui définissent les exigences réglementaires applicables (type d'autorisation de travaux ou règles de sécurité par exemple) en fonction des risques.

Dans le cadre de l'activité de vente de réemploi des matériaux du bâtiment, le bâtiment sera un ERP de catégorie 5 (effectif admissible inférieur au seuil) de type M (magasin de vente).

Les ERP de catégorie 5 sont les moins contraignants en terme de sécurité, néanmoins, il ne faut pas négliger dans la recherche d'un local et de son aménagement certains aspects :

- Rédaction de la demande préalable d'autorisation d'ERP (pour les personnes morales il est nécessaire d'avoir des plans signés par un architecte)
- Issues de secours, désenfumage, ...
- Installations et vérifications des extincteurs (valable aussi pour une ERT)
- Vérifications des installations électriques (valable aussi pour un ERT)
- Mode de chauffage utilisé qui peut s'avérer inadapté en terme de sécurité
- Réglementation liée à l'accessibilité des personnes handicapées (circulation, parking, éclairage, banque d'accueil, toilettes, signalisation, ...)
- Conditions d'accueil des salariés (toilettes, vestiaires, lieu de pause, ...).

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) est soumise à de nombreuses réglementations de prévention des risques environnementaux, notamment en terme d'autorisations. Le secteur des déchets est soumis à ces réglementations ; leurs nomenclatures sont classées suivant leurs catégories (27xx).

Dans le cadre du réemploi, les matériaux ne sont pas considérés comme des déchets⁶ et donc non soumis à cette réglementation. C'est pourquoi il est important d'éviter le statut de déchet.

⁶ Voir Partie II : Le statut de déchet (P7)

Autorisation de transports des déchets

L'activité de collecte ou de transport de déchets est soumise à déclaration préalable auprès du Préfet du département où se trouve le siège social de l'entreprise lorsque la quantité collectée ou transportée est supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux. La déclaration doit être renouvelée tous les cinq ans⁷ et une copie du récépissé doit être conservée à bord de chaque véhicule et être présentée à toute réquisition des agents chargés du contrôle⁸.

La Ressourcerie la Miraille dans le cadre de ses activités (remise en déchèterie des objets non réemployables, collecte des encombrants) dispose déjà de cette autorisation.

Evaluation des risques professionnels

L'évaluation des risques professionnels (EvRP) relève de la responsabilité de l'employeur, et s'inscrit dans le cadre de son obligation générale d'assurer la sécurité et de protéger la santé des salariés.

L'évaluation des risques professionnels figure parmi les principes généraux de prévention énoncé dans le Code du travail : ([articles L.4121-2](#) et [L.4121-3](#)). Celle-ci englobe des actions d'identification et de classement des risques et aussi de mise en place d'actions de prévention. Ces actions ne dispensent pas l'entreprise de mettre également en œuvre des mesures correctives immédiates.

L'EvRP constitue l'un des principaux leviers de progrès dans l'entreprise. Elle lui est utile puisqu'elle peut contribuer à améliorer son fonctionnement tout au long de son évolution, en consolidant la maîtrise des risques avérés mais également en pointant l'apparition de risques à effets différés ou de nouveaux risques, en particulier ceux qui sont liés aux nouvelles organisations (recours plus fréquent à des CDD, intérim, flux tendus...) ou à de nouveaux procédés industriels.

La santé et la sécurité des salariés ne doivent donc pas être dissociés du fonctionnement de l'entreprise (choix techniques, organisation du travail, mobilisation des compétences, formation...). La mise en place d'une démarche de prévention contribuera à améliorer la performance de l'entreprise sur le plan humain et économique.

La Ressourcerie la Miraille revoit chaque année l'évaluation des risques professionnels et les consigne dans son Document Unique d'Evaluation des Risques. Dans le cadre de ce projet tous les postes de travail et les activités devront être évaluées afin de mettre en place des actions de préventions. Plus largement, en tant qu'Atelier Chantier d'Insertion, Environnement & Solidarité réunit fréquemment son Instance Santé et Conditions de Travail (ISCT) qui contribue à l'évaluation en continu des risques et à la mise en oeuvre d'actions préventives et correctives.

⁷ Article R 541-52 du Code de l'environnement

⁸ Article R 541-53 du Code de l'environnement

Glossaire des sigles

ACI : Atelier Chantier d'Insertion
ASP : Accompagnatrice Socio-Professionnelle
BTP : Bâtiment et Travaux Public
CDDI : Contrat à Durée Déterminée d'Insertion
Direccte : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DLA : Dispositif Local d'Accompagnement
EI : Entreprise d'Insertion
ESS : Économie Sociale et Solidaire
EPI : Équipement de Protection Individuelle
ERP : Établissement Recevant du Public
ERT : Etablissement Recevant des Travailleurs
ETP : Équivalent Temps Plein
FRS: Fonds de Réemploi Solidaire
HE : Habilitation Électrique
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
PETR : Pôle d'Équilibre Territorial et Rural
PMSMP : Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel
PRAP : Prévention des Risques liés à l'Activité Physique
REP : Responsabilité Élargie du Producteur
SCIC: Société Coopérative d'Intérêt Collectif
SIAE : Structure de l'Insertion par l'Activité Économique
SST : Sauveteur Secouriste au Travail

Remerciements

L'association Environnement et Solidarité remercie tous les acteurs qui ont de près ou de loin contribué à cette étude/action :

- La Communauté de Communes du Pays des Écrins, le Smitomga, l'Ademe et la Région Sud pour leur soutien financier à ce projet,
- Les professionnels, les artisans, les particuliers, les associations et les collectivités pour avoir répondu au questionnaire,
- Tous nos partenaires mobilisés autour de l'étude : les Communautés de Communes, le PETR, la CMAR 05, la Fédération du BTP 05, ...
- Tous les membres du groupe de travail sur le projet initié en 2018,
- Marie Balas pour son expertise,
- David Cuchet et Jean-Jacques Roux pour nous avoir permis de réaliser des chantiers tests de déconstruction,
- Et enfin un grand merci à Lauren Caritte pour la qualité du travail accompli,